



FORUM MONDIAL

NORMANDIE
POUR LA PAIX

3^e
ÉDITION



L'ESSENTIEL

1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2020



PRÉVENIR
LA GUERRE :
**RÉPONDRE
AUX NOUVELLES
MENACES**



RÉGION
NORMANDIE

SAHEL : QUELLES INITIATIVES RÉGIONALES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ ?

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 · 18h00 | Auditorium



Isabelle Ioannides en visioconférence, Alain Le Roy, Niagalé Bagayoko, Moussa Mara et Emmanuel Dupuy

En quête de solutions

Si l'on résume le Sahel à son « G5¹ » – à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad –, cet espace représente environ 30% de la population africaine et plus de 5 millions de km². Le terrorisme n'est pas la seule raison pour laquelle la communauté internationale s'implique sur ce territoire, qui paye un lourd tribut à la guerre : 13 000 civils tués depuis 2012 dans

l'espace Sahélo-saharien, sans oublier 3 000 soldats maliens, 160 casques bleus et 45 militaires français. Si l'on ajoute la question du déplacement des populations, qui touche plus d'un million de personnes, et 4 à 5 millions d'habitants dans une situation de détresse alimentaire, on comprend mieux l'importance du débat. Comment expliquer que les institutions n'ont pas pu anticiper ou répondre à cette menace ? Niagalé Bagayoko répond que l'échec est collectif.

« La crise multidimensionnelle à laquelle nous avons à faire au Sahel constitue un défi pour les cadres internationaux de gestion des conflits ».

Niagalé Bagayoko

MODÉRATEUR :

Emmanuel Dupuy, Président IPSE. Professeur associé Université catholique de Lille

INTERVENANTS :

Niagalé Bagayoko, Présidente de l'African Security Sector Network

Moussa Mara, Ancien Premier Ministre du Mali, Député

Alain Le Roy, Ambassadeur de France, Ancien Secrétaire Général Adjoint de l'ONU

Annadif Khadir Mahamat Saleh, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU

Isabelle Ioannides, Analyste des politiques publiques, Service de recherche du Parlement européen

¹ Le G5 Sahel est un institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politique de développement et de sécurité

Après un rappel historique de la constitution du G5, la Présidente de l'African Security Sector Network soutient l'idée qu'il est nécessaire de repenser les organisations en place. Ces dernières, qui se sont focalisées sur « l'instrument militaire », ne permettent plus selon elle de répondre à l'insécurité. A côté des djihadistes, la région est en effet gangrenée par des structures d'auto-défense, des milices communautariées, des groupes criminalisés ou des unités rebelles, alors que le Mali est en proie de son côté à une insurrection populaire.



Niagalé Bagayoko

Moins d'organisations, plus de propositions

Certains intervenants estiment qu'il faut, avant de parler des symptômes, s'interroger sur les causes de cette guerre asymétrique qui puise ses racines dans l'absence ou la faiblesse de l'Etat dans toute la bande Sahe-lo-saharienne. La présence de la communauté internationale est importante, mais les initiatives régionales sont également primordiales pour vaincre le terrorisme. Moussa Mara se pose quant à lui la question de l'effi-

cacité du G5 Sahel et penche plutôt pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)² car « *elle a pris conscience des enjeux sahéliens et développe une stratégie en matière d'enjeux de sécurité* ». Il préconise surtout une rationalisation des organisations. « *Si nos chefs d'État participaient à tous les sommets de toutes ces organisations, ils n'auraient pas le temps de s'occuper de nos pays !* » ironise-t-il. Enfin, l'ancien Premier Ministre du Mali fait observer que les terroristes du Sahel sont mus d'abord par des questions financières. « *Une enquête sur des prisonniers montre que 40% d'entre eux s'engagent dans un groupe terroriste pour avoir un salaire et que moins de 10% le font par idéologie ou fanatisme religieux* ». Isabelle Ioannides pense qu'il faut aller au-delà du volet sécuritaire au Sahel, en intégrant son développement et sa gouvernance, et soutient que ces trois volets sont liés. L'analyste des politiques publiques au Service de recherche du Parlement européen décrypte à ce titre la position de l'Union européenne sur ce thème. Elle rappelle tout d'abord que l'Europe et ses Etats membres ont mobilisé 8 milliards d'euros sur les six dernières années sur ce dossier. Elle estime ensuite qu'il faut renforcer les efforts de gouvernance et faire plus pour la justice et le dialogue, pointant du doigt le manque de relations entre les gouvernements et leurs sociétés civiles. Alain Le Roy reconnaît, malgré tout ce qui a été fait, que la situation reste très difficile et délicate, notamment sur le plan militaire. Plus que la question des forces hybrides³, la question du financement et de la for-

² La CEDEAO est une organisation intergouvernementale regroupant 15 Etats ouest-africains avec pour objectif de promouvoir leur coopération économique et politique.

³ Avec deux commandements, un de l'Union africaine et l'autre de l'ONU

mation des armées africaines lui paraît cruciale. Si la Covid-19 a « relativement épargné » cette région, son incidence économique est forte : confinement, baisse du prix du pétrole, chute des exportations, gel du tourisme, etc. L'ambassadeur et ancien Secrétaire Général Adjoint de l'ONU annonce que cette question sera à l'ordre du jour lors d'un sommet prévu en mai 2021 avec tous les partenaires africains, européens et internationaux.

Plus de justice et des politiques vertueuses

Niagalé Bagayoko s'émeut du comportement des forces de défense qui a généré la défiance de la population. Elle fait référence à des accusations documentées aussi bien par les Nations unies que par des organisations de défense des droits de l'Homme contre certaines unités. Elle demande à ce titre que les chaînes de commandement soient en mesure de déterminer les responsabilités des uns et des autres, et que justice soit faite. *« La capacité des forces de défense et de sécurité à respecter les droits de l'Homme est tout aussi importante que leur aptitude à combattre »*. Des propos appuyés certains intervenants, qui estiment que les outils de défense et de sécurité ont besoin d'être réformés, ce qui nécessite une volonté politique. Tous s'accordent pour dire que l'éducation des soldats est essentielle afin que les armées assurent leur rôle de protection, et ne deviennent pas un outil de persécution. Moussa Mara rebondit sur cette volonté politique et espère que la transition malienne va jeter les bases d'une rupture avec les pratiques antérieures *« qui ont créé un véritable fossé entre les populations et les leaders politiques »*. Son message de conclusion est sans équivoque :

« tant que ce fossé n'est pas réduit, rien ne sera possible dans l'éducation, dans la santé ou dans le domaine de la défense et de la sécurité. Nous supposons que les gouvernants ont l'ambition de remettre les choses sur les rails. Nous n'allons pas leur donner pour autant un blanc-seing, mais nous allons les accompagner et nous assurer que cette transition jette les bases du renouveau ».



« Nous assistons à une rupture de confiance entre les populations et leur élite au Mali, mais c'est le cas un peu partout. La corruption se traduit par de l'inefficacité, à commencer par le secteur de la sécurité. La solution passe par l'exemplarité, l'honnêteté et la gestion vertueuse des deniers publics ».

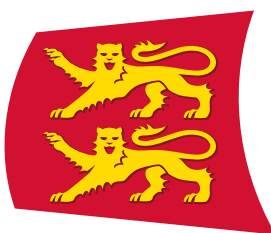
Moussa Mara



**FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



La Région Normandie vous
donne rendez-vous en 2021
pour la prochaine édition !



RÉGION
NORMANDIE